

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
27 septembre 2005

Original: français

**Lettre datée du 26 septembre 2005, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Algérie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur le document S/2005/602 contenant une lettre du Représentant permanent du Royaume du Maroc dans laquelle l'Algérie est, directement ou allusivement, mise en cause en relation avec certains aspects du conflit du Sahara occidental.

Le Royaume du Maroc, pris en flagrant délit de répression des populations civiles sahraouies et accusé de crimes graves et d'actes de torture contre des prisonniers politiques sahraouis par les organisations non gouvernementales (ONG) et les médias internationaux, a réagi de la même manière que réagissent les puissances occupantes ou coloniales en verrouillant le territoire qu'il occupe illégalement depuis 1975 et en interdisant aux ONG, médias, observateurs et parlementaires étrangers l'entrée dans ce territoire quand il ne les en a pas expulsés *manu militari*.

Ensuite, et de même que lorsque les puissances occupantes ou coloniales sont confondues et mises au banc des accusés, le Royaume du Maroc crie à la manipulation en soutenant que les photos largement diffusées par les médias internationaux, qui décrivent l'odieux sort fait aux prisonniers sahraouis par des tortionnaires connus, ne sont que des montages, et en faisant valoir que ces prisonniers identifiés par Amnesty International comme étant des prisonniers politiques ne seraient que de vulgaires narcotrafiquants.

Enfin, à l'instar des puissances occupantes ou coloniales isolées sur la scène internationale en raison de leur politique d'oppression et de répression, le Royaume du Maroc, au lieu de reconnaître ses torts pour les crimes commis à l'égard du peuple sahraoui pendant trois décennies, recourt à l'invective contre son voisin algérien, accusé de tous les maux.

Par ailleurs, lorsque le Royaume du Maroc s'apitoie sur le sort de ses ex-prisonniers de guerre aujourd'hui libérés dans leur totalité, il cherche à faire oublier que, pendant des années et sous le prétexte du « dossier clos », il avait choisi d'ignorer jusqu'à leur existence et que si leur libération a tant tardé, c'est en raison même des tergiversations et des volte-face incessantes du Royaume du Maroc concernant, d'une part, le référendum d'autodétermination dont la tenue devait être précédée par la libération de tous les prisonniers, selon les termes mêmes du Plan de règlement des Nations Unies négocié et agréé par le Royaume du Maroc et le Front POLISARIO et approuvé par le Conseil de sécurité, et concernant, d'autre part, le



Plan de paix pour l'autodétermination du peuple du Sahara occidental unanimement appuyé par le Conseil de sécurité « à la date d'entrée en vigueur (duquel) tous les prisonniers politiques et les prisonniers de guerre seront libérés, chaque partie étant tenue de s'acquitter de cette obligation quel que soit le comportement de l'autre partie ».

Quant aux « milliers de Marocains qui se trouvent encore dans les camps » dont se préoccupe aujourd'hui le Royaume du Maroc, il convient de rappeler qu'il s'agit là de réfugiés sahraouis, dûment identifiés par le Haut Commissaire pour les réfugiés, qui n'ont pas eu d'autre choix que d'emprunter la voie de l'exode lorsque leur patrie fut envahie et occupée par le Royaume du Maroc et auxquels l'Algérie a généreusement offert l'asile, comme elle l'a fait pour d'autres persécutés d'Afrique, d'Europe, d'Asie et d'Amérique latine, et qui attendent avec confiance le jour où ils pourront rentrer chez eux dans la liberté et la dignité.

Au demeurant, des milliers parmi les Sahraouis en question sont installés dans les territoires échappant à l'occupation marocaine et nombre d'entre eux ont été reçus en Algérie à la demande expresse des organisations internationales concernées.

En vérité, l'indigence du discours du Maroc procède de son incapacité à expliquer à la communauté internationale pourquoi il maintient tout un peuple sous occupation et pourquoi, contre la volonté unanime de cette même communauté internationale, il continue de dénier le droit à ce peuple de choisir librement son destin et de rejeter, après les avoir acceptés, les différents plans de paix des Nations Unies. L'Algérie, pour sa part, reste sereine et sûre d'être du côté du droit et de la justice et confiante que tôt ou tard le peuple du Sahara occidental exercera son droit inaliénable à l'autodétermination.

Compte tenu de la très grave situation qui prévaut au Sahara occidental où 151 prisonniers de guerre et plusieurs centaines de civils sahraouis sont toujours portés disparus, alors même que le Front POLISARIO a, pour des raisons strictement humanitaires, libéré jusqu'au dernier prisonnier de guerre marocain, et où 37 prisonniers politiques observent, depuis le 8 août dernier, une grève de la faim pour obtenir le statut de prisonnier politique, le Conseil de sécurité se doit, sur la base de ses résolutions pertinentes, d'interpeller d'urgence le Royaume du Maroc sur le sort des prisonniers de guerre et des civils sahraouis disparus ainsi que sur l'insoutenable calvaire des 37 prisonniers politiques dont la vie est aujourd'hui en danger.

Au-delà, le Conseil de sécurité, dans le prolongement de la désignation d'un successeur à M. James Baker en la personne de l'Ambassadeur Peter van Walsun en qualité d'Envoyé personnel du Secrétaire général des Nations Unies, a voulu réitérer avec vigueur l'exigence de la mise en œuvre du Plan de paix pour l'autodétermination du peuple du Sahara occidental et, s'agissant du parachèvement de la décolonisation d'un territoire non autonome au sens de la Charte des Nations Unies, inviter la puissance occupante à se conformer à la légalité internationale concernant, en l'occurrence, la sacralité du principe de l'égalité des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes. Le Conseil qui, dans sa résolution 1495 (2003), a clairement indiqué cette voie, ne saurait se résigner à laisser indéfiniment le Royaume du Maroc organiser l'impasse, paralyser l'action de notre Organisation et décevoir toutes les attentes de la communauté internationale au moment où celle-ci se réunit dans la célébration des principes, buts et idéaux des Nations Unies.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre
comme document du Conseil de sécurité

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Abdallah **Baali**
